

LIVRET
D'INFORMATION

IVG HORS ÉTABLISSEMENT DE SANTÉ



À l'attention des médecins



IVG HORS ÉTABLISSEMENT DE SANTÉ

Livret d'information à l'attention des médecins

SOMMAIRE

Le cadre de la pratique de l'IVG hors établissement de santé	7
---	----------

La réalisation de l'IVG hors établissement de santé : le suivi de la femme, la procédure	13
---	-----------

La contraception après l'IVG	18
-------------------------------------	-----------

Annexes

1 - L'IVG hors établissement de santé : les textes de référence	22
2 - Convention type – Établissement de santé/médecin de ville ou centre de planification ou centre de santé	24
3 - Fiche de liaison - Médecin/établissement de santé	25
4 - L'IVG en France : les principales conditions et démarches des femmes prévues par la loi	28
5 - Le tarif forfaitaire IVG	30
6 - Fiche d'information de la patiente sur l'IVG	32

LE CADRE
DE LA PRATIQUE
DE L'IVG HORS
ÉTABLISSEMENT
DE SANTÉ

Vous envisagez de pratiquer des IVG médicamenteuses dans un cabinet de ville, dans un centre de planification ou d'éducation familiale ou dans un centre de santé.

▮ Les textes de référence

La loi n° 2001-588 du 4 juillet 2001 relative à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception a autorisé cette pratique (article L. 2212-2 du Code de la santé publique).

Les textes d'application de la loi ont apporté toutes précisions sur la mise en œuvre de cette pratique (les références de ces textes figurent en annexe 1 de ce livret).

Tous ces textes sont accessibles à partir du site Internet du ministère chargé de la Santé : **www.ivg.gouv.fr**.

▮ La technique autorisée

Seules des **IVG par voie médicamenteuse** peuvent être pratiquées dans le cadre de ce dispositif.

Les IVG réalisées doivent correspondre à un **délai gestationnel maximum de 5 semaines de grossesse**, soit 7 semaines d'aménorrhée.

▮ Les médecins concernés

Peuvent pratiquer ces IVG, tous les médecins justifiant d'une expérience professionnelle adaptée :

- soit par une qualification universitaire en gynécologie médicale ou en gynécologie-obstétrique ;
- soit par une pratique des IVG médicamenteuses dans un établissement de santé attestée par le directeur de l'établissement de santé dans lequel le médecin, quel que soit ou ait été son statut, pratique ou a pratiqué des IVG. Le directeur délivre l'attestation au vu du justificatif présenté par le responsable médical de cette activité, qui certifie ainsi des compétences médicales du médecin pour la pratique des IVG médicamenteuses.

Il appartient au centre de planification ou au centre de santé d'apporter toutes justifications de la qualification des médecins concernés par la pratique de l'IVG médicamenteuse.

► Le cadre de la pratique

- dans un cabinet de ville ;
- dans un centre de planification ou d'éducation familiale ;
- dans un centre de santé.

► La liaison cabinet de ville ou centre/établissement de santé

Le cadre : une convention à passer avec un établissement de santé

Lorsqu'un médecin de ville pratique des IVG médicamenteuses dans son cabinet

Le médecin de ville réalisant des IVG médicamenteuses dans le cadre de ce dispositif passe une convention avec un établissement de santé autorisé à pratiquer des IVG (établissement disposant d'un service de gynécologie obstétrique ou de chirurgie).

Lorsqu'un centre de planification ou un centre de santé pratique des IVG médicamenteuses

La convention est passée par le centre avec un établissement de santé autorisé à pratiquer des IVG. Les médecins du centre ne sont pas les signataires de cette convention.

Le médecin de ville ou le centre reçoit de l'établissement, pour signature, la convention établie selon le modèle de la convention-type réglementaire (voir convention-type mentionnée en annexe 2). Ce document précise de façon détaillée le rôle et les obligations de chacune des parties signataires.

Le médecin de ville transmet copie de la convention signée au **conseil départemental de l'ordre des médecins, au conseil régional de l'ordre des pharmaciens, à la caisse primaire d'assurance maladie** dont il relève. Les destinataires des copies de la convention signée avec l'établissement de santé par le centre sont mentionnés au 6° de l'article 6 du décret du 6 mai 2009 (voir annexe 1).

La fiche de liaison médecin/établissement de santé

La fiche de liaison, support des informations essentielles du dossier médical échangées entre le médecin et l'établissement de santé, est définie conjointement par les signataires de la convention. Un modèle de fiche de liaison est proposé en annexe 3.

L'établissement de santé signataire de la convention

Il s'engage à accueillir la femme à tout moment et à assurer la prise en charge liée aux complications et échecs éventuels. Il assure un rôle d'information et de formation des médecins concernés par le dispositif. Il veille au respect de la confidentialité des documents adressés par les médecins (les modalités de transmission des fiches de liaison permettant de respecter la confidentialité sont rappelées en annexe 3).

Les autres documents

Le médecin de ville ou le centre reçoit de l'établissement avec lequel il a passé convention les bulletins statistiques permettant d'établir les déclarations d'IVG « anonymisées ». Il renvoie ces bulletins remplis au même établissement.

Le médecin qui a pratiqué l'acte conserve dans le dossier médical les attestations de consultations préalables qui lui ont été remises par la patiente ainsi que son consentement écrit à l'IVG.

▮ Les médicaments

L'approvisionnement en médicaments

Les médicaments nécessaires à la réalisation de l'IVG sont la mifépristone et le misoprostol.

Le médecin de ville

Ces médicaments sont vendus en pharmacie d'officine. Afin de garantir la sécurité d'utilisation des médicaments nécessaires à la réalisation des IVG, ces médicaments sont vendus exclusivement aux médecins ayant passé convention avec un établissement de santé. Ils ne peuvent être vendus ni à des médecins n'ayant pas conclu de convention, ni à des particuliers.

Pour se procurer ces médicaments, le médecin de ville passe une commande à usage professionnel auprès de la pharmacie d'officine de son choix.

La commande comprend les mentions suivantes :

- le nom, la qualité, le numéro d'inscription à l'ordre, l'adresse et la signature du praticien ainsi que la date ;
- le nom des médicaments et le nombre de boîtes commandées ;
- la mention « usage professionnel » ;
- le nom de l'établissement de santé avec lequel le praticien a conclu une convention ainsi que la date de cette convention.

Le centre de planification ou le centre de santé

La responsabilité de la détention, du contrôle et de la gestion des médicaments nécessaires à la réalisation des IVG est confiée au pharmacien ou à un médecin du centre, nommément désigné.

Les entreprises, organismes et établissements pharmaceutiques sont autorisés à fournir les médicaments nécessaires à la pratique des IVG, aux centres de planification et aux centres de santé.

La prise des médicaments

Afin de garantir la bonne administration dans les délais requis des deux médicaments et de permettre au médecin d'assurer un suivi régulier de la patiente, la prise des médicaments (mifépristone et misoprostol) par la femme est effectuée en présence du médecin lors des consultations.

► Les règles applicables, les démarches des femmes

L'ensemble des règles et des démarches relatives à toute IVG s'appliquent aux actes réalisés hors établissement de santé : différentes consultations à réaliser, information des femmes et remise du « dossier-guide IVG », dispositions spécifiques concernant les mineures, possibilité pour le médecin de recourir à la clause de conscience, déclaration de l'IVG établie par le médecin pratiquant l'acte...

Les principales démarches à réaliser par les femmes pour accéder à une IVG sont rappelées en annexe 4.

LA RÉALISATION
DE L'IVG HORS
ÉTABLISSEMENT DE SANTÉ :
LE SUIVI DE LA FEMME,
LA PROCÉDURE

► Rappel : avant la réalisation de l'IVG hors établissement de santé

La 1^{re} consultation préalable à l'IVG est réalisée par tout médecin choisi par la femme (consultation non comprise dans le tarif forfaitaire IVG hors établissement de santé) :

- la femme présente une demande d'IVG ;
- le médecin lui délivre une information sur l'IVG portant notamment sur les techniques disponibles et la possibilité d'avoir recours à un entretien psychosocial ;
- il lui est remis un « dossier-guide IVG » et une attestation de 1^{re} consultation.

La femme dispose d'un délai légal de réflexion d'une semaine avant la 2^e consultation médicale préalable à l'IVG. La consultation psychosociale intervient pendant ce délai (elle est facultative pour une personne majeure et obligatoire pour une personne mineure).

► La réalisation de l'IVG hors établissement de santé

Le suivi de l'IVG est réalisé conformément aux recommandations de la Haute Autorité de santé (HAS) relatives à la prise en charge des interruptions volontaires de grossesse (recommandations diffusées en décembre 2010 – voir site Internet de la HAS [www.has-sante.fr]).

Elle comprend 4 consultations qui sont réalisées par le même médecin de ville dans son cabinet ou par le même centre et rémunérées par un forfait global.

La 1^{re} consultation IVG hors établissement de santé

C'est la 2^e consultation médicale préalable à l'IVG.

Au cours de cette consultation, la patiente confirme la demande d'IVG et remet son consentement écrit ainsi que l'attestation de première consultation préalable.

Le médecin :

- vérifie que l'âge gestationnel, l'état médical et psychosocial de la patiente permettent la réalisation d'une IVG par mode médicamenteux, que l'intéressée pourra se rendre dans l'établissement de santé signataire de la convention dans un délai raisonnable (de l'ordre d'une heure) ;
- s'assure que la grossesse est bien intra-utérine ;
- explique la procédure de l'IVG hors établissement de santé et remet un document explicatif du protocole que l'intéressée devra respecter. Il lui

indique qu'elle peut se faire accompagner par la personne de son choix, notamment à l'occasion des consultations au cours desquelles sont administrés les médicaments ;

- lui ou le centre fixe avec la patiente les dates des deux consultations suivantes, comportant la prise de médicaments.

Cette consultation constitue un moment privilégié pour proposer à la femme de choisir la méthode contraceptive à mettre en place après l'IVG. Elle peut être l'occasion, selon le contexte clinique, de proposer un dépistage des infections sexuellement transmissibles.

Les règles concernant les mineures ne disposant pas d'un consentement parental à l'IVG sont rappelées en annexe 4 (« La situation spécifique de la femme mineure »). Celles concernant la confidentialité de l'acte pour les femmes sont rappelées en annexe 5 (« Facturation et confidentialité de l'IVG »).

La 2^e consultation IVG hors établissement de santé

C'est la 1^{re} consultation de prise de médicament (mifépristone) par la patiente, en présence du médecin qui :

- délivre à la femme toutes les informations sur les mesures à prendre en cas de survenue d'effets secondaires ;
- indique les coordonnées précises du service de l'établissement dans lequel elle peut se rendre si nécessaire ainsi que la possibilité d'être accueillie à tout moment par cet établissement (le numéro de téléphone du service à contacter est notamment mentionné) ;
- remet à la patiente une fiche de liaison contenant les éléments essentiels de son dossier médical, qu'elle remettra au médecin de ce service si nécessaire. Il en transmet une copie à l'établissement de santé ;
- prescrit à la femme un traitement antalgique ;
- assure la prévention de l'incompatibilité Rhésus chez toutes les femmes Rhésus négatif par la prescription et l'administration d'une dose standard de gamma-globulines anti-D ;
- remplit la déclaration « anonymisée » de l'IVG et la transmet à l'établissement de santé ;
- prescrit une méthode contraceptive.

Le « dossier-guide IVG » apporte toutes les informations à la patiente sur cette technique. Toutefois, au cas où l'intéressée ne disposerait pas de ce livret, la remise à la patiente d'une fiche d'information peut l'aider à disposer de repères pour le déroulement de l'interruption de la grossesse et pour la survenue d'éventuelles complications. Une fiche d'information de la patiente est proposée en annexe 6 de ce livret.

Cette consultation constitue la première étape de réalisation effective de l'IVG pour laquelle la patiente a donné son consentement.

Le forfait IVG est facturé à l'issue de cette consultation. Le montant du forfait IVG, les actes inclus dans ce tarif, les modalités de facturation, les règles particulières de tarification concernant les mineures ne disposant pas d'un consentement parental sont mentionnés en annexe 5.

Rappel à l'intention des médecins de ville : le mode de tarification forfaitaire applicable à l'IVG exclut tout dépassement d'honoraires.

La 3^e consultation IVG hors établissement de santé

C'est la 2^e consultation de prise de médicament (misoprostol) par la patiente, de 36 à 48 heures plus tard, en présence du médecin.

À cette occasion, la femme :

- apporte la fiche de liaison que le médecin met à jour et lui restitue ;
- est informée des suites normales de l'IVG, des troubles qui peuvent survenir et notamment de la conduite à tenir en cas d'hémorragie importante ;
- est informée de la possibilité de bénéficier d'une consultation psychosociale après l'IVG si elle l'estime nécessaire, un moment d'écoute et de dialogue pouvant être important dans une période difficile ;
- est sensibilisée à la nécessité de la visite de contrôle.

Le médecin transmet une copie de la fiche de liaison actualisée à l'établissement de santé.

La contraception hormonale, oestroprogestative ou progestative, est débutée le jour même.

Rappel : le risque d'échec de la méthode est d'environ 5 %.

La 4^e consultation IVG hors établissement de santé

C'est la consultation de contrôle.

Elle est effectuée au minimum dans les 14 jours et au maximum dans les 21 jours suivant la prise de mifépristone au cabinet du médecin de ville ou au centre qui a remis les médicaments.

La fiche de liaison est mise à jour : un exemplaire est remis à la patiente, une copie est transmise à l'établissement de santé.

LA CONTRACEPTION
APRÈS L'IVG

Les consultations médicales réalisées dans le cadre des démarches effectuées pour accéder à une IVG permettent à la femme de recevoir une information détaillée sur les méthodes contraceptives disponibles, ainsi que des conseils afin de choisir une contraception susceptible de lui convenir. Sont pris en compte, outre les contre-indications médicales, les réticences, le contexte de vie de la patiente, les effets secondaires et les éventuelles difficultés d'utilisation des méthodes contraceptives déjà mises en œuvre.

Une grossesse pouvant survenir rapidement, la méthode contraceptive choisie sera mise en place dès que possible après la réalisation de l'IVG.

Rappel : toute femme mineure peut obtenir du médecin la prescription d'un moyen contraceptif sans autorisation parentale. Toutes les femmes mineures ont accès à une contraception anonyme et gratuite dans les centres de planification. Les contraceptifs remboursables par l'assurance maladie sont délivrés gratuitement en pharmacie aux femmes mineures d'au moins 15 ans sur prescription médicale.

► Les méthodes

Afin d'aider la femme à effectuer son choix, les différentes méthodes contraceptives disponibles sont rappelées dans le « dossier-guide IVG » remis à l'intéressée à l'issue de la 1^{re} consultation médicale préalable à l'intervention. Une information détaillée est également accessible sur le site : www.choisirsacontraception.fr.

Aucune méthode n'est contre-indiquée après une IVG, sauf le dispositif intra-utérin (et la stérilisation), si celle-ci a comporté un épisode infectieux. Toutefois, s'agissant d'une IVG médicamenteuse, le risque d'infection est faible.

Les méthodes nécessitant des manipulations vaginales ne seront pas recommandées immédiatement après l'IVG (anneau contraceptif, cape cervicale...) et pendant le premier cycle suivant l'IVG.

► La mise en place de la contraception

La contraception est mise en place dès la réalisation de l'IVG.

Immédiatement après la réalisation de l'IVG

Une contraception hormonale, oestroprogestative (pilule, patch transdermique) ou progestative (pilule, implant), est débutée le jour même de la prise du misoprostol.

Une méthode ne nécessitant pas de manipulation vaginale sera conseillée pendant le premier cycle suivant l'IVG.

La visite de contrôle

Elle est l'occasion pour le médecin de vérifier que la femme dispose du moyen contraceptif qui lui convient et qu'elle ne rencontre pas de difficultés dans son utilisation.

Si la femme a choisi un dispositif intra-utérin, la visite de contrôle permet de le poser après contrôle de la vacuité utérine et en l'absence de complication infectieuse.

Le site Internet du ministère chargé de la Santé, www.ivg.gouv.fr, met à la disposition de tous, des informations détaillées sur l'IVG et la contraception. Les coordonnées des structures apportant une information et une aide, figurent sur ce site, pour l'ensemble des départements.

Le site Internet de la Haute Autorité de santé (HAS), www.has-sante.fr, comporte des recommandations sur la contraception post-abortum :

- « Interruption de grossesse par voie médicamenteuse - décembre 2010 » ;
- « Recommandations de bonnes pratiques : fiches mémo qui fournissent aux professionnels de santé des outils afin de mieux aider les femmes, les hommes et les couples à trouver la méthode de contraception qui leur convient le mieux à une période donnée de leur vie - mars 2013 » ;
- « Choisir sa contraception avec un professionnel de santé - juillet 2014 ».

ANNEXES

Annexe 1

L'IVG hors établissement de santé : les textes de référence

Annexe 2

Convention-type
Établissement de santé/médecin de ville
ou centre de planification ou centre de santé

Annexe 3

Fiche de liaison
Médecin/établissement de santé

Annexe 4

L'IVG en France : les principales conditions
et démarches des femmes prévues par la loi

Annexe 5

Le tarif forfaitaire IVG

Annexe 6

Fiche d'information de la patiente sur l'IVG

ANNEXE 1

L'IVG HORS ÉTABLISSEMENT DE SANTÉ : LES TEXTES DE RÉFÉRENCE

La loi n° 2001-588 du 4 juillet 2001 autorise les praticiens à réaliser des IVG en cabinet de ville dans le cadre d'une convention conclue avec un établissement de santé (article L. 2212-2 du Code de la santé publique).

La loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la Sécurité sociale pour 2008 autorise les centres de planification et les centres de santé à pratiquer des IVG médicamenteuses (articles L. 2212-2, L. 2311-3 et L. 6323-1 du Code de la santé publique).

La loi n° 2012-1404 du 17 décembre 2012 de financement de la Sécurité sociale pour 2013 permet une prise en charge à 100 % des IVG par l'assurance maladie.

Le décret n° 2002-796 du 3 mai 2002 modifié par le décret n° 2004-636 du 1^{er} juillet 2004 définit les grands principes du dispositif (article R. 2212-9 à R. 2212-19 du Code de la santé publique).

Le décret n° 2009-516 du 6 mai 2009 précise les modalités de mise en œuvre de l'IVG médicamenteuse dans les centres de planification et les centres de santé.

Le décret n° 2013-248 du 25 mars 2013 apporte des informations sur la participation des assurées pour les frais liés à une interruption volontaire de grossesse et à l'acquisition de contraceptifs pour les mineures.

La circulaire DGS/DHOS/DSS/DREES/2004/569 du 26 novembre 2004 définit les modalités de mise en œuvre du dispositif IVG en ville : elle précise, à l'intention des établissements de santé et des médecins susceptibles de pratiquer des IVG en cabinet de ville, les modalités concrètes de mise en œuvre concernant la signature des conventions, l'approvisionnement des médecins en médicaments, les règles à retenir en matière de qualification des médecins...

La circulaire DHOS/E2/DGS/SD3A/2005/501 du 9 novembre 2005 relative aux médicaments utilisés dans l'interruption volontaire de grossesse par voie médicamenteuse procède à un rappel des spécialités autorisées dans l'indication de l'IVG.

La circulaire CNAM CIR-10/2005 du 18 janvier 2005 précise les modalités de facturation du forfait.

La lettre aux professionnels de santé de l'ANSM, en date du 18 octobre 2005, rappelle les conditions d'utilisation de la mifépristone et du misoprostol au cours de l'IVG (site Internet : www.anism.sante.fr).

La circulaire DGS/MC1/DHOS/O1/2009/304 du 6 octobre 2009 apporte des informations sur la pratique des IVG par voie médicamenteuse dans les centres de planification et les centres de santé.

ANNEXE 2

CONVENTION-TYPE

ÉTABLISSEMENT DE SANTÉ/MÉDECIN DE VILLE

OU CENTRE DE PLANIFICATION OU CENTRE DE SANTÉ

Convention-type fixant les conditions dans lesquelles les médecins réalisent, hors établissement de santé, les interruptions volontaires de grossesse par voie médicamenteuse mentionnée à l'article R. 2212-9 du Code de la santé publique (annexe 22-1 du Code de la santé publique).

Entre l'établissement de santé..., sis..., et M. ou Mme..., médecin, dont le cabinet est situé...,

Ou

Entre l'établissement de santé..., sis... et le centre de planification ou d'éducation familiale, représenté par M. ou Mme...,

Ou

Entre l'établissement de santé..., sis... et le centre de santé, représenté par M. ou Mme...,

Ou

Entre l'établissement de santé..., sis... et le département, la commune de... ou la collectivité d'outre-mer de... pour le compte du centre de santé ou du centre de planification ou d'éducation familiale...

Le texte intégral de la convention-type figure à l'annexe 22-1 du Code de la santé publique (cf. site Internet www.legifrance.gouv.fr - Code de la santé publique - annexe 22-1).

ANNEXE 3

FICHE DE LIAISON MÉDECIN/ÉTABLISSEMENT DE SANTÉ

► Modèle de fiche proposée

Un exemplaire est remis à la patiente.

Une copie est transmise à l'établissement de santé après prise des médicaments.

Date de la convention :

• **1^{re} partie : consultations comportant une prise de médicament**

Nom de la patiente : _____ Médecin : cachet

Prénom : _____

Âge : _____

Groupe Rhésus : _____

Tél. : _____ Date des dernières règles : _____

Terme (en semaines d'aménorrhée) : _____

Début de grossesse – date présumée : _____

Métrorragies : _____

Dosage β HCG – date : _____ taux : _____

(résultat à joindre)

Et/ou

Échographie – date : _____ terme : _____

(compte rendu à joindre)

Antécédents gynéco-obstétricaux :

Grossesses : _____

FCS : _____

IVG : _____ instrumentale : _____ médicamenteuse : _____

GEU : _____

Infections : _____

Autres : _____

Antécédents médico-chirurgicaux :

Cardio-vasculaires : _____

Tabac : _____

Traitements en cours : _____

Allergies : _____

Autres : _____

Examen clinique gynécologique :

Date de prise de la MIFEPRISTONE _____

au terme de : _____ SA

Date de prise du MISOPROSTOL : _____

Incompatibilité Rhésus – date de l'injection d'immunoglobuline anti-D : _____

Date prévue pour la visite de contrôle : _____

• 2^e partie : consultation de contrôle

Nom de la patiente : _____ Médecin : cachet

Prénom : _____

Date de naissance : _____

Date de la visite de contrôle : _____

• Réussite de la méthode : oui non

Date du dosage β HCGHG _____ Taux :

Date de l'échographie : _____ Résultat : _____

• Nécessité d'un geste chirurgical :

Date : _____

Cause : _____

Lieu : _____

• Nécessité d'un traitement médical complémentaire :

Date : _____

Cause : _____

Type de traitement : _____

• Prescription d'une contraception :

■ Règles concernant la transmission des fiches de liaison

La signature d'une convention entre un établissement de santé et un médecin de ville ou un centre de planification ou un centre de santé s'accompagne d'une mise au point des modalités concrètes de transmission des fiches de liaison, permettant de garantir le respect du secret médical pour tous les actes réalisés.

La transmission des fiches suivra les règles générales préconisées par la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil), s'agissant de la transmission de données médicales nominatives. Ainsi, l'utilisation d'un fax sera assortie de la mise en place de mesures spécifiques (situation du fax dans un local réservé au personnel médical et paramédical, impression des messages subordonnée à l'introduction d'un code d'accès...). Par ailleurs, ces documents identifieront clairement le nom du service ou du praticien destinataire qui auront été mentionnés sur la fiche de liaison.

ANNEXE 4

L'IVG EN FRANCE : LES PRINCIPALES CONDITIONS ET DÉMARCHES DES FEMMES PRÉVUES PAR LA LOI

■ Le délai légal

Une IVG peut être pratiquée avant la fin de la 12^e semaine de grossesse, soit 14 semaines d'aménorrhée.

■ La demande

La loi (article L. 2212-1 du Code de la santé publique) permet à toute femme enceinte qui ne veut pas poursuivre une grossesse de demander à un médecin l'interruption de celle-ci, qu'elle soit majeure ou mineure. Seule la femme concernée peut en faire la demande.

■ Les consultations à réaliser avant l'IVG

Deux consultations médicales préalables sont obligatoires pour toutes les femmes (majeures et mineures). Un délai de réflexion d'une semaine est prévu entre les deux.

Au cours de ce délai, la consultation psychosociale proposée lors de la 1^{re} consultation médicale intervient. Elle est facultative pour les femmes majeures et obligatoire pour les femmes mineures. Elle a lieu dans un établissement d'information, de consultation ou de conseil familial, un centre de planification ou d'éducation familiale, un service social ou un autre organisme agréé, avec une personne qualifiée pour mener ces entretiens, dite « conseillère conjugale ».

La situation spécifique de la femme mineure

Elle doit demander cette intervention elle-même, en dehors de la présence de toute personne.

Le consentement du père ou de la mère (ou du représentant légal) à la pratique de l'IVG est la règle.

Cependant, si la femme mineure veut garder le secret vis-à-vis de ses parents ou si ce consentement n'est pas obtenu, l'IVG est pratiquée à sa

seule demande. Dans ces situations, la femme mineure se fait accompagner dans sa démarche par une personne majeure de son choix. Elle est conseillée sur ce choix :

- *soit par la conseillère conjugale au cours de la consultation psychosociale préalable à l'IVG ;*
- *soit par le médecin au cours de la 2^e consultation préalable à l'IVG.*

ANNEXE 5

LE TARIF FORFAITAIRE IVG

■ Montant et contenu du forfait

L'interruption volontaire de grossesse par voie médicamenteuse dans un cabinet de ville est remboursée par l'assurance maladie à 100 % sur la base d'un forfait fixé à 191,74 euros.

Ce forfait inclut :

- le prix TTC des médicaments utilisés (prix TTC de la boîte de 3 comprimés de mifépristone et prix TTC de la boîte de 2 comprimés de misoprostol) ;
- la consultation au cours de laquelle le médecin reçoit le consentement de la patiente ;
- les consultations d'administration de la mifépristone et du misoprostol ;
- la consultation de contrôle.

Le forfait ne comprend pas la première consultation préalable ni les actes complémentaires éventuellement nécessaires (analyses de biologie médicale et échographies), pris en charge dans les conditions habituelles.

Aucun dépassement d'honoraires n'est possible.

■ Facturation et confidentialité de l'IVG

Les modalités de facturation spécifiques à la médecine de ville ne permettent pas de garantir l'anonymat des femmes dans les procédures de prise en charge. Toutefois, la feuille de soins de la patiente, ainsi que le décompte de remboursement transmis à l'assurée par la caisse de sécurité sociale, sont aménagés de façon à préserver la confidentialité de l'IVG vis-à-vis de l'entourage de la femme. À cet effet, le médecin de ville porte sur la feuille de soins la mention « FHV/FMV » (dans la colonne relative aux actes) accompagnée du montant du forfait (colonne réservée au montant des actes). Le code « FHV » correspond aux honoraires, le code « FMV » aux médicaments (mifépristone, misoprostol).

La patiente est informée de cette question par le médecin dès la 1^{re} consultation préalable. Ces modalités seront rappelées au cours de la 2^e consultation médicale préalable, dans le cadre des explications relatives à la procédure IVG en ville. Pour les femmes qui tiendraient absolument à

préservé l'anonymat, le médecin aura la possibilité de les orienter vers un établissement de santé, qui seul peut assurer une stricte confidentialité de l'IVG. À cet effet, il est souhaitable que le médecin signale cette situation à l'établissement de santé afin que ce dernier s'organise pour prendre en charge la femme concernée dans les meilleurs délais et, dans la mesure du possible, dans des délais compatibles avec la pratique des IVG par voie médicamenteuse.

Les mineures ne disposant pas d'un consentement parental

Les mineures, pour lesquelles le consentement parental à l'IVG n'a pas pu être recueilli, bénéficient pour cet acte d'un dispositif légal de prise en charge anonyme et gratuite. Le médecin transmet la feuille de soins anonymisée (utilisation du NIR spécifique anonyme IVG) de la patiente à la caisse primaire d'assurance maladie dans le ressort de laquelle est implanté l'établissement de

santé avec lequel il a passé convention. Au vu de cette feuille de soins, la caisse d'assurance maladie verse au médecin le montant du forfait IVG. Ces modalités s'appliquent également aux actes connexes (notamment les analyses de biologie médicale et échographique) et à la 1^{re} consultation médicale préalable (cf. circulaire CNAM/CIR-49/2003 du 24 mars 2003).

ANNEXE 6

FICHE D'INFORMATION DE LA PATIENTE SUR L'IVG

Modèle de fiche proposée

Vous avez souhaité interrompre votre grossesse par méthode médicale sans hospitalisation

■ La méthode

Elle consiste à prendre 2 médicaments différents en présence du médecin, dans son cabinet ou dans un centre de santé ou dans un centre de planification, au cours de 2 consultations :

- la mifépristone;
- le misoprostol de 36 à 48 h plus tard.

La mifépristone interrompt la grossesse : elle bloque l'action de l'hormone nécessaire au maintien de la grossesse (la progestérone), favorise les contractions de l'utérus et l'ouverture du col utérin.

Le misoprostol augmente les contractions et provoque l'expulsion de l'œuf.

■ Après la prise de mifépristone : que peut-il se passer ?

Si vous vomissez dans les 2 heures suivant la prise de ce médicament, vous devez contacter le médecin ou le centre afin de renouveler la prise si nécessaire.

Dans la majorité des cas vous pouvez mener vos activités habituelles.

Quelquefois vous pouvez saigner comme des règles, vous sentir fatiguée.

Il est possible que vous ressentiez quelques douleurs.

Très rarement, vous pouvez saigner plus abondamment, avec des caillots, ressentir des douleurs ressemblant à celles des règles.

Exceptionnellement, l'œuf peut déjà être évacué à ce stade.

Les saignements, plus ou moins importants, ne sont pas la preuve que la grossesse est arrêtée. Il est donc indispensable de vous rendre comme prévu à la consultation suivante pour prendre le misoprostol.

■ Après la prise de misoprostol : que peut-il se passer ?

Après la prise de misoprostol au cabinet du médecin ou au centre, il est préférable d'être accompagnée par la personne de votre choix à domicile.

Prévoyez de rester chez vous, confortablement installée. Vous pouvez boire et manger.

Les contractions utérines provoquent des douleurs ressemblant à celles de règles, parfois plus fortes. Des médicaments contre la douleur vous ont été prescrits. N'hésitez pas à les prendre.

Des nausées, vomissements ou diarrhées sont possibles.

Les saignements peuvent se produire très vite après la prise du misoprostol mais parfois plus tardivement :

- dans 60 % des cas, l'avortement (expulsion de l'œuf) se produit dans les 4 heures suivant la prise de misoprostol ;
- dans 40 % des cas, l'avortement aura lieu dans les 24 à 72 heures suivant la prise de misoprostol. Les saignements durent généralement une dizaine de jours.

À TOUT MOMENT, si vous êtes inquiète ou si les troubles suivants surviennent :

- de la fièvre ;
- des douleurs qui persistent malgré la prise des médicaments contre la douleur ;
- des pertes importantes de sang qui persistent ;
- un malaise.

APPELEZ :

- le médecin de ville ou le centre qui vous a remis les médicaments ;
- à défaut, l'établissement de santé dont le médecin vous a donné les coordonnées.



ATTENTION

N'OUBLIEZ PAS la fiche de liaison mise à jour dans chacune de vos démarches.

■ Les suites immédiates de l'IVG

Avant la visite de contrôle

La possibilité d'une nouvelle grossesse existe. Une contraception oestroprogestative (pilule) peut être commencée le jour même de la prise du misoprostol.

La visite de contrôle

Elle est absolument nécessaire et intervient entre le 14^e et le 21^e jour après la prise de mifépristone. Le médecin vérifie que la grossesse est bien interrompue (risque d'échec de la méthode d'environ 5 %) et s'assure de l'absence de complications. L'efficacité de la méthode est généralement contrôlée par échographie ou examen sanguin (dosage β HCG).

La visite a lieu au cabinet du médecin de ville ou du centre qui vous a remis les médicaments.

Le médecin vérifiera que vous disposez d'un moyen contraceptif approprié à votre situation.

La possibilité d'avoir recours, suite à l'IVG, à un entretien psychosocial, si vous le souhaitez, est évoquée.

Le tarif d'une IVG en cabinet de ville est un forfait fixé à 191,74 euros. Ce forfait ne peut en aucun cas être dépassé.

Ce forfait couvre la consultation au cours de laquelle le médecin reçoit votre consentement à l'IVG, les consultations d'administration des 2 médicaments nécessaires, la consultation de contrôle et le prix des médicaments utilisés. Ce forfait est pris en charge par la Sécurité sociale à hauteur de 100 %.

Les analyses de biologie médicale et les échographies éventuellement nécessaires ne sont pas incluses dans le forfait, ainsi que la 1^{re} consultation au cours de laquelle le médecin vous aura informée des différentes méthodes d'interruption de grossesse. Les mutuelles et sociétés d'assurances complètent ce remboursement.

Le forfait est payé par la patiente lors de la consultation de prise du 1^{er} médicament (la mifépristone, excepté dans le cas de la personne mineure - cf. annexe 5).

■ Comment disposer d'informations complémentaires ?

En médecine de ville, l'absence de dispense d'avance de frais ne permet pas de garantir l'anonymat dans la procédure de prise en charge. Cependant, votre feuille de soins, ainsi que le décompte de remboursement transmis par la caisse de sécurité sociale, seront aménagés de façon à préserver la confidentialité de l'IVG vis-à-vis de votre entourage.

Pour les mineures souhaitant garder le secret à l'égard de leurs parents ou lorsqu'aucun des parents n'a donné son consentement, une prise en charge anonyme et gratuite est prévue.

Les sites à consulter :

www.ivg.gouv.fr, vous apporte des informations détaillées sur l'IVG et la contraception après une IVG.

www.choisirsacontraception.fr, vous apporte des conseils afin de choisir la méthode de contraception qui vous convient le mieux en fonction de votre mode de vie et de votre situation personnelle. Les coordonnées des structures apportant une information et une aide, figurent sur ce site, pour l'ensemble des départements.

